N° 1408. MERCREDI 6 MARS 1867 11me année

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.

ABONNEMENT : Pour Roubaix, trois mois, 7 francs, 50 — » » six mois, 14 » » — » » un an 25 » »

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

Toutes les communications relatives au Journal doivent être déposées *avant midi* le jour de la publication.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFFITE-BULLIER et Cie, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS LAFFITE BULLIER et Cie pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

Roubaix, 5 Mars 1867.

BULLETIN.

Le projet de loi sur l'instruction primaire a été l'objet d'une vive et brillante discussion. Malheureusement, les orateurs qui y ont pris part se sont placés à un point de vue trop exclusif, selon nous. Ainsi le discours de M. Kolb-Bernard n'a été qu'un réquisitoire en règle contre l'Université, qui n'est point parfaite, sans doute, mais qui a bien aussi quelques qualités. Au lieu d'affirmer que l'enseignement de l'Etat ne valait *rien*, ne suffisait-il pas de démontrer que l'enseignement religieux valait *mieux* ; qu'il était chaque jour plus apprécié, puisque, ainsi que l'a dit M. le ministre de l'instruction publique, les associations religieuses qui, en 1840, comptaient dans leurs écoles 22 0/0 de toute la population scolaire de l'Empire, en ont aujourd'hui 38 0/0.

Un tel système ne pouvait manquer d'avoir sa contre partie. MM. Malézieux et Carnot ont répondu aux aspirations exclusives de M. Kolb-Bernard, par d'autres aspirations non moins excessives. Tout était à reprendre dans l'enseignement de l'Etat d'après l'orateur de la droite, et voici que selon M. Carnot, l'on doit se hâter d'abroger la loi de 1850, « cette malheureuse sortie des efforts de la réaction. » La gauche s'est empressée d'applaudir, et M. Ernest Picard a poussé son cri de guerre contre la loi Falloux.

Aux attaques dont les congrégations religieuses ont été l'objet, nous répondrons par un fait : dans un rapport, datant de l'année 1864, des inspecteurs de l'Université ont déclaré que « les élèves des Ecoles chrétiennes de Roubaix, aussi bien que ceux de l'Ecole mutuelle et que les jeunes filles enseignées par les sœurs de la Sagesse et par les religieuses Carmélites, peuvent être cités à la tête des plus avancés de tout le département du Nord. »

M. le ministre de l'instruction publique, qui faisait ses débuts oratoires, a défendu l'Université et le projet de loi, avec beaucoup de vigueur et d'habileté. On voyait qu'il plaidait *pro domo sud*.

La Chambre s'est ajournée à jeudi pour la discussion des articles. Espérons que nos représentants, désireux de faire sortir les populations françaises de l'ornière d'ignorance où elles végètent encore, adopteront les dispositions les plus larges et les plus *libérales* — dans le vrai sens du mot. Ils se rappelleront cette parole de Paul-Louis Courrier, citée par l'un d'eux : *Un instituteur remplace trois gendarmes.*

J. REBOUX.

REVUE DES JOURNAUX.

Le Monde publie des nouvelles de Rome, en date du 28 février, et sous la signature de M. Taconet. En voici des extraits :

« Le Pape prend des vacances, pendant le carnaval, en visitant quelques établissements de charité ou en allant prier dans quelque église le matin, à l'heure où les divertissements sont suspendus. La foule se presse sur son passage avec les marques les moins équivoques de sa sympathie et de sa vénération.

« Les réjouissances du carnaval, favorisées par un temps magnifique, se trouvent dans la période de leur plus grande animation. Des voitures chargées de Romains bien pensants, de zouaves, de touristes anglais, américains et d'autres nations parcourent le Corso, et c'est, entre ceux-ci et les personnes établies aux balcons, aux fenêtres ou se promenant à pied, des échanges gracieux de bouquets et de confetti.

« Quelques révolutionnaires sont, dit-on, allés à Velletri afin de s'y amuser *in petto*, et l'on rit de cette bouderie d'assez mauvais goût.

« Sa Sainteté a donné une audience à M. le comte Langrand-Dumonceau, dont il paraît que les excuses ont été agréées avec la bonne grâce habituelle et la mansuétude que le vicaire de Jésus-Christ accorde à tous ceux qui implorent son indulgence. Mais on n'a point laissé ignorer au financier belge que jamais Rome ne consentirait à aucune transaction sur une question de principe, et que les évêques ne sauraient en aucun cas oublier leurs devoirs et leur dignité au point de prêter la main à la spoliation de l'Eglise. Si l'Etat appelé italien désirait une conciliation, il aurait à restituer d'abord tous les biens de l'Eglise injustement dérobés, et l'on pourrait ensuite aviser aux moyens de le secourir. Rien n'est plus digne et ne témoigne mieux de la majesté de l'Eglise que ce langage. »

Le résultat des élections au Parlement de la confédération du Nord suggère au *Journal des Débats* les considérations suivantes :

« Le peuple prussien a beau se vanter, écrit M. K. Hillebrand, d'avoir les populations les plus instruites, le gouvernement a beau n'y pas entraver la liberté de la presse et de réunion pendant et même avant la période électorale, le suffrage universel et direct y a produit le résultat qu'il produira toujours, celui de donner la majorité au parti démocratique dans les grandes villes, à l'aristocratie titrée ou non, peu importe — dans les campagnes, surtout lorsque, comme cela est le cas en Prusse, le représentant du gouvernement central, c'est-à-dire le sous-préfet, est en même temps un des grands propriétaires de son arrondissement. Les petites villes seules ont quelque chance de faire passer des candidats qui représentent la classe moyenne. »

On lit dans le *Mémorial diplomatique* :

« Le gouvernement français a été informé récemment que le cabinet de Berlin, loin de songer à se soustraire à l'exécution de l'article 5 du traité de Prague, relatif à la restitution au Danemark des districts septentrionaux du Sleswig, n'attendait pour tenir ses engagements que l'ouverture du Parlement du Nord.

» Nous croyons savoir que le Reichstag, sera très-prochainement saisi de cette affaire, et qu'il fixera, selon les vues du gouvernement, le mode et l'époque du vote à bref délai. »

J. REBOUX.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

L'*Agence Havas* nous transmet les dépêches télégraphiques suivantes :

RUSSIE.

Saint-Pétersbourg, 3 mars.

A l'occasion d'un banquet, le grand-duc Nicolas a porté un toast aux volontaires grecs qui luttent et meurent si héroïquement, et dont les frères ont été, lors de la guerre de Crimée, les seuls alliés de la Russie.

Un ukase impérial étend l'abolition du servage aux paysans de la Mingrélie.

TURQUIE.

Corfou, 28 février (source grecque).

L'expédition contre Selinos a échoué ; Sorko Sali-Pacha est rentré à la Canée. Dix-huit chrétiens ont été massacrés aux environs de la Canée. Le fait a été porté à la connaissance des consuls. L'Assemblée a institué un gouvernement pour l'île entière.

Son siége est à Sphakia. Les provinces Orientales protestent contre la nomination des soi-disant délégués qui sont, pour la plupart, alliés aux familles turques.

L'armée turque est réduite à 15,000 hommes.

MEXIQUE.

(Par le câble atlantique.)

New-York, 3 mars, soir.

Les derniers avis de la Vera-Cruz annoncent que l'empereur Maximilien s'est mis en campagne le 19, à la tête de 6,000 hommes. Il marchait dans la direction du Nord et a battu Carvajal, dont il a tué ou capturé toutes les forces.

ANGLETERRE.

Londres, 4 mars, matin.

Le secrétaire d'Etat des colonies, lord Carnarvon, le secrétaire d'Etat de l'Inde, lord Cranbourne, et le secrétaire d'Etat de la guerre, le général Peel, ont donné leur démission samedi, parce que la majorité du cabinet insiste sur le principe politique d'établir la franchise électorale dans les bourgs sur une large base.

Londres, 4 mars.

Le *Times* dit que le cabinet vient d'être ainsi modifié : sir John Pakington est nommé ministre de la guerre. Sir Stafford Northcote est nommé secrétaire d'Etat pour les Indes. M. Corry est nommé premier lord de l'Amirauté. M. Stephen Cave devient président du *Board of Trade*. Le duc de Richmond est nommé secrétaire d'Etat pour les colonies.

ETATS-UNIS.

New-York, 3 mars.

Dans le veto qu'il a envoyé au congrès sur le bill relatif au gouvernement militaire du Sud, le président dit qu'aucun pouvoir constitutionnel ne peut adopter et exécuter un bill pareil, dont l'objet est, non de maintenir l'ordre, mais de forcer le peuple du Sud à accepter des principes qu'il repousse et sur lesquels il a le droit d'exercer son jugement. Le président renouvelle, en terminant, la recommandation d'admettre au congrès tous les représentants loyaux.

New-York, 3 mars, soir.

(Par le câble atlantique.)

Le Congrès n'a pas tenu compte du veto présidentiel et a voté de nouveau, à la majorité constitutionnelle des deux tiers, le bill qui impose aux Etats du Sud le régime militaire.

Le congrès a adopté également la loi appelée : *Tenure of office bill*, portant que le président ne peut destituer les grands fonctionnaires de l'administration sans le consentement du congrès.

Après la Bourse, hier, le prix de l'or était monté à 139.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE

du *Journal de Roubaix*.

Paris, 2 mars.

Deux séances du Corps législatif ont été consacrées à la discussion générale du projet de loi sur l'instruction primaire. La première a été presque tout entière remplie par la lecture des deux très-longs discours de MM. Kolb-Bernard et Delemarre, dont le premier est avec raison qualifié d'interminable réquisitoire contre l'Université, l'éclectisme, le congrès de Liége et la bifurcation. Mieux que jamais on a compris l'inconvénient de ces discours écrits dont le moindre défaut est d'être toujours trop longs. On ne les écoute guère, et ce qui le prouve, c'est que beaucoup de députés n'avaient pas écouté ni entendu les arguments de M. Kolb-Bernard auxquels le lendemain M. Duruy s'est fait un devoir de répondre. Je ne puis entrer dans l'analyse complète de la discussion ; il faut seulement constater l'heureux début oratoire de M. Duruy, salué à plusieurs reprises par les applaudissements de la Chambre.

J'ai eu occasion, à propos des récentes interpellations, de constater la scission profonde qui s'était révélée entre la droite et la gauche. L'incident qui occupe en ce moment le monde politique en est le conséquence ; je veux parler du procès intenté à la *Liberté*. M. de Girardin est et sera toujours, quoiqu'il dise, un homme d'opposition ; il peut modifier ses opinions et sa tactique ; il aura beau se rallier à un système, il sera toujours un indépendant, un opposant ; cela tient d'abord à la nature de son esprit qui en a fait la Protée de la presse, et aussi à son immense fortune qui lui permet de braver des colères sous lesquelles de plus humbles seraient écrasés. Je vous ai parlé de son article de jeudi soir : vous savez qu'il motive des poursuites judiciaires. Nous nous en doutions bien, mais ces choses-là ne peuvent pas se dire à l'avance. Il est possible que M. de Girardin en soit bien aise : comme industriel, c'est-à-dire comme propriétaire de la *Liberté*, il ne peut que gagner au bruit d'un procès ; le scandale est parfois un élément de succès. M. de Girardin semble se réjouir de faire le premier essai du régime nouveau ; il se trompe, c'est en vertu de l'ancienne

---

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX.

DU 6 MARS 1867.

— 4 —

LES

TROIS SAURAIN

— III —

(*Suite. — Voir le* JOURNAL DE ROUBAIX *du* 3 *mars*).

« Oui, monsieur Saurain, disait pendant ce temps M. Journeux, la santé de ma fille m'inquiète. J'aime mon enfant, et vous comprenez que je ne veux pas la perdre. Depuis quelques jours elle me paraît triste, elle ne rit plus, son appétit diminue ; il y a sûrement une cause à cela. Parfois, je la surprends dans une situation singulière: elle a les yeux ouverts et on dirait qu'elle dort. Ce sont là de fâcheux symptômes n'est-ce pas, monsieur Saurain ? Emma me dit bien que je me trompe, qu'elle ne souffre point, mais vous comprenez que je ne la crois pas. C'est à moi, son bon père, à veiller sur sa chère santé ; vous comprenez, M. Saurain !

— Oui, monsieur Journeux, répondit le médecin. Cependant, ce que vous venez de me dire sur l'état de mademoiselle n'a rien qui doive vous alarmer, avec quelques soins nous parviendrons, j'en suis certain, à lui rendre l'appétit et sa gaieté d'autrefois.

— Alors il va falloir des remèdes ; quel qu'en soit le prix, je les achèterai, Monsieur Saurain ; vous comprenez, il s'agit de ma fille. »

Le médecin ne put s'empêcher de rire malgré la présence d'Emma.

« Rassurez-vous, dit-il au rentier, les remèdes que je vous indiquerai ne vous ruineront pas. D'abord, nous allons essayer de la promenade. Ainsi, il faut que mademoiselle sorte régulièrement tous les jours et marche au moins pendant deux heures. Blanche-Fontaine lui offrira une promenade aussi agréable que salutaire.

— Elle sortira, monsieur Saurain, elle sortira, répondit M. Journeux évidemment très-satisfait. C'est le cas de dire : à quoi tient la santé! Oh ! vous êtes un bien grand médecin.

— Dans quelques jours je passerai chez vous pour savoir le résultat que nous aurons obtenu. »

La consultation était donnée. Emma, pendant ce temps, s'était amusée à regarder sur une table des oiseaux, des insectes et autres petits animaux empaillés.

M. Journeux prit les mains du médecin et les serra en lui secouant les bras vigoureusement.

Les deux frères accompagnèrent le père et la fille jusque dans la rue.

Après le déjeûner, le clerc, descendant à l'étude, rencontra Charlotte dans l'escalier. La vieille fille s'arrêta devant lui et le regarda en souriant avec malice.

« Qu'y a-t-il donc ? demanda le jeune homme.

— Oh ! rien, monsieur Auguste, répondit la servante d'un ton goguenard ; seulement, je pensais que ce vieux richard de M. Journeux a une bien belle fille. Est-ce que vous ne vous en êtes pas aperçu ? »

Le jeune homme éprouva une sorte de sensation douloureuse.

« Pourquoi ne m'en serais-je pas aperçu ? dit-il froidement ; une beauté comme celle de Mlle Journeux sera toujours remarquée, et je crois avoir des yeux comme vous. »

Charlotte n'eut pas le temps de répliquer ; Auguste était déjà en bas de l'escalier à la porte de l'étude.

« Elle sait que j'aime Emma, pensa le jeune homme : elle a entendu notre conversation de ce matin. Après tout, qu'importe, je n'ai rien à craindre, je suis aimé. »

Deux jours plus tard, le docteur Saurain alla chez M. Journeux.

« Monsieur Saurain, lui dit le rentier, je suis très-content de vous. Ma fille a retrouvé sa gaieté comme par enchantement ; l'appétit est revenu. Je suis fou de joie, vous comprenez.

Je ne m'attendais pas à une guérison aussi prompte, répondit le médecin ayant l'air de réfléchir.

— Oh ! elle est bien encore un peu malade, reprit le rentier ; ainsi, elle est toujours pensive par moments.

— Ah ! fit le médecin.

— J'ai confiance en vous, monsieur Saurain, vous comprenez. Croyez-vous que je doive m'inquiéter de cela ?

— Non, répondit le médecin préoccupé.

— Oh ! tant mieux. Je m'étais déjà tranquilisé en me disant : Le docteur m'a dit de ne pas m'alarmer ; c'est un homme trop sérieux pour vouloir tromper un pauvre père qui n'existe que dans son enfant. »

— Je vous remercie de m'avoir si bien jugé, Monsieur Journeux.

— Toute maladie doit avoir une cause, n'est-ce pas, monsieur Saurain ? Ne pouvez-vous pas me dire d'où vient cette rêverie étrange à laquelle mon Emma est sujette ? »

Le médecin eut un tressaillement imperceptible.

« Depuis un instant je cherche à assurer mon jugement sur votre fille, dit-il d'un air bonhomme ; maintenant, je suis sûr de ne pas me tromper : il faut marier votre charmante fille le plus tôt possible, monsieur Journeux.

— Marier Emma ! s'écria le rentier avec un singulier accent.

— Oui, fit le médecin, il le faut absolument, sans quoi...

— Eh bien ?... interrogea le père avec anxiété.

— Sans quoi, reprit le docteur en hésitant, vous vous exposez à perdre votre fille. »

M. Journeux se recula avec épouvante en poussant un sourd mugissement. Les petits yeux ronds du docteur Saurain clignotaient avec une vivacité extrême ; son nez, ses joues, son front, jusqu'à ses oreilles étaient d'un rouge de feu.

« Marier ma fille ! répéta le rentier dans son angoisse ; mais, monsieur Saurain, on ne trouve pas un mari ainsi du jour au lendemain, vous comprenez. »

En voyant la mine piteuse du brave homme, le docteur regretta presque ce qu'il avait dit avec intention et par calcul.

jours de trois à cinq heures du côté de Blanche-Fontaine, le notaire Saurain négligeait un peu son étude et son frère ses malades. Sans s'être donné rendez-vous, ils se rencontraient souvent sur la promenade où dans les environs de Blanche-Fontaine, le bois de Boulogne des Laugrois.

La première fois qu'ils se trouvèrent face à face, dans une allée ombragée de superbes tilleuls, il furent saisis d'un profond étonnement. Pendant quelques secondes, ils se regardèrent avec défiance.

Ce fut le notaire qui, le premier, essaya de justifier son absence de l'étude.

« Tu as si souvent rabâché que je devais prendre de l'exercice, dit-il à son frère, que je me suis enfin décidé à marcher un peu aujourd'hui. Je suis enchanté, ravi de ma promenade; d'abord je sens qu'elle m'a fait du bien; ensuite, les environs de notre ville sont réellement délicieux à parcourir : Blanche-Fontaine surtout ; j'en ferai ma promenade favorite.

— Tu pourrais aller jusqu'à Saint-Geosmes, » dit le médecin en mordant sa lèvre inférieure, ce qui, chez lui, indiquait une assez vive contrariété.

Le notaire ne vit rien ; son regard venait de se porter d'un autre côté, et, avec un sourire qu'il croyait gracieux, il s'inclinait profondément. Son frère s'empressa de l'imiter en descendant sa tête à la hauteur de ses genoux.

Mlle Journeux, accompagnée de sa gouvernante, passait devant eux. Elle les salua avec une grâce charmante.

Peu de jours après, le médecin allant faire une visite à Mlle Journeux, aperçut son frère qui, sortant d'une rue adjacente,